

Face-à-face : Comment sauver l'école de la République ?

PROPOS RECUEILLIS PAR MARC DURIN-VALOIS. 16 février 2007

Marc Le Bris, instituteur et directeur d'école à Médréac (Ille-et-Vilaine), pousse un cri d'alarme. Philippe Meirieu, l'un des fondateurs des IUFM, considéré comme le pape de la pédagogie en France depuis trente ans, lui répond. Débat poli mais tendu.

Le Figaro Magazine - Nicolas Sarkozy a évoqué une «faillite» de l'école publique. Quelle est votre analyse ?

Marc Le Bris - Je crois que l'on peut parler de désastre éducatif et culturel ! Il met en péril la production de nos élites, celle des futurs physiciens et mathématiciens du pays, par exemple. Mais l'effondrement des niveaux scolaires fait aussi que la jeune boulangère va chercher sa calculatrice pour ajouter 1,20 euro à sa note. Dans une économie mondiale ouverte, nous allons payer cette carence éducative très cher. Lors des concours internationaux, les jeunes d'Inde ou d'Ukraine arrivent avec trois ans de moins que nos propres candidats. La faillite de la transmission des savoirs annonce celle de l'économie et, en profondeur, une véritable crise de civilisation.

Philippe Meirieu - Si l'on doit évoquer une faillite, elle est surtout due au fait que les savoirs ont été enseignés comme si la famille, le tissu social ou la religion jouaient encore leur rôle. L'école n'a absolument pas pris en compte le phénomène majeur de déculturation sociale. Elle a dès lors sous-estimé la dimension culturelle qu'elle devait apporter à ses enseignements. Vous évoquez la baisse des niveaux. En réalité, un seul secteur s'est effondré depuis les années 20 : l'orthographe.

M. L. B. - C'est la mesure de la rigueur et du raisonnement. Elle démontre que tout le reste est défaillant.

Le problème vient-il des enseignants ?

P. M. - La formation des maîtres n'est pas à la hauteur des enjeux. Il y a une première année de bachotage suivie d'une deuxième année trop courte dans une ambiance infantilisante. J'ai participé à la commission qui a créé les IUFM (Instituts universitaires de formation des maîtres). Je m'étais opposé sans succès à ce que l'on organise un concours en plein milieu du cycle. La France a besoin de maîtres formés sur deux années pleines. On est loin du compte. Les professeurs eux-mêmes ne sont pas au standard européen, qui suppose l'obtention d'un mastère (licence + 2 ans).

M. L. B. - Je suis bien plus sévère que vous ! Depuis vingt ans, les IUFM sont l'une des causes principales de l'échec scolaire. La sélection des enseignants à l'entrée est basée sur la seule conformité idéologique au «constructivisme» (l'élève construit lui-même son savoir). Appliquée comme un dogme, cette logique a abouti à de véritables absurdités. La démonstration en mathématique a quasiment disparu, repoussée en terminale. La division n'est plus au programme de l'école française ! Nous devons jusqu'à il y a deux ans nous cacher pour faire des dictées, à moins de risquer un rapport salé en cas d'inspection. Nous avons ainsi fabriqué des générations de gens intuitifs, mais incapables de diriger leur raisonnement. Pour sauver l'école, la première décision serait de fermer tout de suite les IUFM. Et de ne les rouvrir que le ménage fait.

Que devrait-on apprendre à l'école aujourd'hui ?

M. L. B. - Pour le primaire, les programmes de 1923 n'étaient pas mal du tout. On devait maîtriser la règle de trois avant l'entrée en sixième, ainsi que les fondements de la grammaire. C'étaient des objectifs raisonnables, qui donnaient à chacun une base à partir de laquelle pouvaient se développer les savoirs.

P. M. - A mon sens, l'objectif général devrait être qu'un jeune formé par l'Education nationale soit capable à 16 ans de lire intelligemment un quotidien de bon niveau. C'est-à-dire de comprendre la météo, de maîtriser suffisamment d'économie pour appréhender l'actualité dans ce domaine, assez de culture pour saisir les pages littéraires, etc. Il y a d'ailleurs des disciplines majeures qui manquent cruellement, comme le droit.

M. L. B. - Pour faire du droit, il faudrait encore qu'ils sachent lire !

P. M. - Le danger que je perçois dans l'utilisation de vos propos, c'est que l'on en revienne à des fondamentaux - lire, écrire, compter - au détriment du développement de la personne. Cette dérive instrumentaliste est d'autant plus absurde que les enquêtes du ministère ont montré que seulement 6% des enfants en fin de sixième ont des problèmes pour associer lettres et syllabes à des sons. Par contre, moins de 20% disposent de la langue écrite comme outil de pensée. Ce qui prouve que le problème est culturel.

En termes pédagogiques, où se situe selon vous le principal enjeu ?

M. L. B. - Depuis trente ans, on développe une éducation tournée presque exclusivement vers le ludique et la découverte. On met l'éducatif devant l'instructif ! Alors que l'installation de compétences - calcul, rédaction, raisonnement - suffit bien souvent à installer la notion de règles, y compris sociales. On a joué pendant trente ans avec les fondements de base d'une société, c'est-à-dire lire, écrire, et compter. Elle est là, la déculturation.

P. M. - Ceux qui, comme moi, ont voulu privilégier la découverte n'ont jamais imaginé que l'on enlèverait la nécessité de formaliser ! Pourquoi cela ne fonctionne-t-il pas ? Nous sommes dans la société du caprice érigé en principe de société. L'enfant entend, tout au long de la journée, via la publicité : *«Tes désirs sont des ordres.»* Il zappe en permanence. En trente ans, un élève de sixième a aussi perdu une heure et demie de sommeil. Le problème que rencontre la majorité des enseignants, ce n'est pas la violence, mais l'incapacité à se fixer. Dès lors, il faut revenir aux rituels : obtenir le calme, tenir correctement des cahiers, classer et organiser l'environnement selon une logique d'exigence. Les enseignants ont le droit d'être à contre-courant de la société du ludique.

M. L. B. - Je suis ravi de vous entendre dire cela. Beaucoup s'inspirent de vous pour dire le contraire.

P. M. - J'ai parfois été victime de zéloteurs trop empressés.

Avez-vous le sentiment d'une école élitiste qui ne sait pas gérer ses cas difficiles ?

M. L. B. - Quand l'école faillit à sa mission, seuls les forts ou les puissants survivent. Nous sommes dans la reproduction des élites que craignait Bourdieu. Les enfants des classes défavorisées sont toujours moins nombreux dans les grandes écoles. Les excellents lycées étant dans les zones à forts revenus, les centres-villes, etc., changer la carte scolaire ne servira à rien. Ce qu'il faut créer, c'est une classe d'excellence pour chaque niveau et dans chaque collège. Cela suppose de revenir à une sélection qui, par essence, donne sa chance à tous.

P. M. - Je suis farouchement hostile à une telle idée ! Les classes hétérogènes sont la fierté de la République. Il y a un creuset social, une stimulation, de l'entraide, des élèves qui se rencontrent. Les classes d'excellence appauvriraient les élites, qui se couperaient de la réalité.

M. L. B. - C'est déjà le cas. Et dans les conditions actuelles, nous risquons de rater les polytechniciens ou le Einstein du 93 !

P. M. - Il ne nous suffira pas d'avoir un Einstein ou un Proust dans le 93 pour que les autres ne fassent pas éclater une bombe à la tête de la République ! Nous assistons à une déchirure de la jeunesse, que les émeutes de l'année dernière ont révélée. Dès lors, il faut un plan Marshall pour les zones d'éducation prioritaire. Je suis favorable à une indexation de la dotation globale des collèges en fonction de la CSP des parents des enfants scolarisés. Il faut sortir de l'égalité fantomatique.

Pour expliquer la crise actuelle, certains stigmatisent aussi le fossé croissant entre l'école et l'entreprise.

M. L. B. - L'école ne travaille pas pour les industriels, mais pour la nation. En revanche, les entreprises ne se satisferont pas d'une école qui n'est pas qualifiante.

P. M. - Un des problèmes vient de l'enseignement technique professionnel, traité de manière incroyablement désinvolte. Et le système d'orientation est devenu une usine à gaz avec les CAP, les BEP, les bacs pro, les bacs technologiques, auxquels plus personne ne comprend rien. Les moins informés tombent dans toutes les chausse-trappes.

La structure du ministère de l'Education nationale constitue-t-elle un handicap pour les réformes ?

M. L. B. - C'est un ministère autogouverné, composé d'une nomenclature qui part des couloirs du ministre et aboutit à la micro-hiérarchie au-dessus d'un petit instituteur en milieu rural. La conformité idéologique et pédagogique est impressionnante. Dans ce contexte, la marge de manoeuvre d'un ministre est très limitée.

P. M. - Ce qui lui manque, c'est la durée. Dès qu'il a un groupe de lycéens dans la rue, le ministre saute. Cela déboussole les enseignants.

Pour résumer, quelles réformes urgentes sauveraient l'école ?

M. L. B. - Il faut réécrire d'urgence les programmes et remettre à plat la formation des enseignants. A ce moment-là, il devient possible de bâtir un plan de quatre ou cinq ans se concentrant sur trois réformes d'ampleur : l'organisation d'examens qualifiants aux moments charnières du cursus (fin du CP, entrée en sixième et en seconde, ainsi qu'à l'université) ; la création de classes d'excellence dans chaque collège ; et la liberté pédagogique dans un contexte de stabilité des équipes, essentielle au succès de chaque établissement.

P. M. - La philosophie, ce doit être plus d'Etat et moins de bureaucratie. Plus de précision et d'intransigeance sur les objectifs et de liberté dans les modalités. Je vous rejoins sur un accompagnement - et non des examens - lors des transitions importantes. Outre le plan Marshall vers les ZEP, je milite pour la création d'un Haut Conseil à l'éducation (sur le modèle du Conseil d'Etat ou du Conseil constitutionnel) afin de donner du sens aux réformes selon une ligne claire, établie dans la durée.

Ecole : demandez le programme !, de Philippe Meirieu, Esf éditeur, 2006.

Et vos enfants ne sauront pas lire... ni compter !, de Marc Le Bris, Stock, 2004.